

bandes parallèles, groupes fascistes, milices patronales, « syndicats » type CFT...

Pour comprendre où nous en sommes aujourd'hui, à quel ennemi précisément nous nous heurtons, pour saisir la trajectoire des supplétifs des forces de répression officielles aussi diversifiées que les groupes fascistes, les nervis type CDR et SAC directement liés à l'Etat, la CFT... Il n'est pas inutile de voir comment la bourgeoisie a pu monnayer et utiliser les diverses notes de son clavier répressif en fonction de ses marges de manœuvre, de la vigueur des luttes sociales, des inconsciences des directions ouvrières, de ses impératifs économiques et politiques.

---

## 1944 - 1946

---

Au moment de la libération et de l'immédiat après-guerre, la première tâche que s'assigne la bourgeoisie française unanime est de liquider tous les éléments de double pouvoir (FTP, milices patriotiques...) issus de cinq années de lutte armée anti-nazie. C'est que ces éléments, étant donné la décomposition avancée du pouvoir central et de ses forces de répression, sont gros d'un mouvement révolutionnaire. La bourgeoisie passe cependant ce cap délicat. Cela tient d'abord à l'aide décisive du PCF qui, contre des strapontins au gouvernement :

— *désarme ses propres militants* : Thorez affirme que « la sécurité publique doit être assurée par les forces régulières de police constituées à cet effet. Les gardes civiques et d'une façon générale tous les groupes armés irrégulièrement, ne doivent pas être maintenus plus longtemps... Un seul Etat, une seule police, une seule armée ».

— *remet l'économie capitaliste en marche* : c'est l'époque où le Parti lance les mots d'ordre de « produire d'abord, revendiquez ensuite », « un seul devoir : produire c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe, du devoir de Français ! », « la grève est l'arme des trusts ». C'est ce qu'admet d'ailleurs très « sportivement » la bourgeoisie : « il faut bien reconnaître que la rude discipline du Parti Communiste et ses appels à la production ont permis de maintenir jusqu'à présent l'ordre social », (le Monde, 30.8.46).

Cela tient ensuite au prestige de de Gaulle que le PCF a contribué à assurer par sa politique pendant la guerre. Le général d'ailleurs ne craindra pas d'expliquer ouvertement dans ses « Mémoires » comment il a pu « sauver » la France d'une révolution socialiste en acceptant d'intégrer des ministres communistes dans son gouvernement : « dès lors qu'au lieu de la révolution les communistes prennent pour but la prépondérance dans un régime parlementaire, la société court moins de risques ».